

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les emplois liés aux énergies renouvelables s'élèvent à 12 millions dans le monde

Le rapport de l'IRENA et de l'OIT souligne le potentiel d'une stratégie climatique ambitieuse en matière d'emplois et appelle à des politiques globales en faveur d'une transition juste

Abu Dhabi, EAU/Genève, Suisse, 21 octobre 2021 – Selon la huitième édition du rapport [Énergies renouvelables et emplois : Revue annuelle 2021](#), le nombre d'emplois liés aux énergies renouvelables dans le monde a atteint 12 millions l'année dernière, contre 11,5 millions en 2019. Le document a été publié par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT) à l'occasion d'une inauguration de haut niveau du Cadre de collaboration de l'IRENA sur les transitions justes et inclusives, coanimé par les États-Unis d'Amérique et l'Afrique du Sud.

Le rapport confirme que COVID-19 a causé des retards et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, dont les répercussions sur les emplois varient selon le pays et l'utilisation finale, dans les différents segments de la chaîne de valeur. Alors que le solaire et l'éolien ont continué de dominer la croissance mondiale de l'emploi dans le secteur des énergies renouvelables, à raison d'un total de 4 millions et 1,25 million d'emplois respectivement, le segment des biocarburants liquides a diminué à mesure que chutait la demande de carburants de transport. Les ventes d'éclairage solaire hors réseau ont souffert, mais les entreprises ont réussi à limiter les pertes d'emplois.

En 2020, la Chine représentait 39 % des emplois liés aux énergies renouvelables dans le monde, suivie du Brésil, de l'Inde, des États-Unis d'Amérique et des membres de l'Union européenne. De nombreux autres pays créent également des emplois dans les énergies renouvelables. Tel est le cas du Viet Nam et de la Malaisie, qui sont des exportateurs solaires photovoltaïques essentiels ; de l'Indonésie et de la Colombie, qui possèdent de grandes chaînes d'approvisionnement agricoles pour les biocarburants ; et du Mexique et de la Fédération de Russie, où l'énergie éolienne est en pleine croissance. En Afrique subsaharienne, les emplois dans le domaine solaire s'accroissent dans plusieurs pays comme le Nigeria, le Togo et l'Afrique du Sud.

« La capacité des énergies renouvelables à créer des emplois et à atteindre les objectifs climatiques ne fait aucun doute. À l'approche de la COP26, les gouvernements doivent revoir à la hausse leur ambition d'atteindre le zéro émission nette », a déclaré Francesco La Camera, Directeur général de l'IRENA. « La seule voie possible consiste à augmenter les investissements dans une transition juste et inclusive, et en récolter tous les avantages socio-économiques tout au long du chemin. »

« Le potentiel des énergies renouvelables à générer des emplois décents montre clairement que nous n'avons pas à choisir entre la durabilité environnementale d'une part, et la création d'emplois d'autre part. Les deux peuvent aller de pair. », a déclaré le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder.

Reconnaissant que les femmes ont davantage souffert de la pandémie parce qu'elles ont tendance à travailler dans des secteurs plus vulnérables aux chocs économiques, le rapport souligne l'importance d'établir une transition juste et de générer des emplois décents pour tous, en veillant à la garantie d'une rémunération adéquate, ainsi qu'à la sécurité et au respect des droits fondamentaux au travail. Une transition juste doit s'accompagner d'une main-d'œuvre diversifiée, garantissant l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, avec des parcours de carrière ouverts aux jeunes, aux minorités et aux groupes marginalisés. Dans un tel contexte, les normes internationales du travail et les accords de négociation collective ont un rôle essentiel à jouer.

La réalisation du plein potentiel des énergies renouvelables en matière d'emplois dépendra des politiques ambitieuses des entreprises pour conduire la transition énergétique dans les décennies à venir. Outre le déploiement, l'habilitation et l'intégration de politiques au sein du secteur lui-même, il est nécessaire de lever les obstacles structurels existant dans l'économie tout entière et de minimiser les décalages potentiels entre les pertes et les gains d'emplois pendant la période de transition.

Les travaux de l'IRENA et de l'OIT montrent de toute évidence que la transition énergétique créera plus d'emplois qu'elle n'en fera perdre. Un scénario de durabilité à l'horizon 2030 élaboré par l'OIT juge que la création de 24 à 25 millions de nouveaux emplois viendra très largement compenser les pertes, qui sont estimées à six ou sept millions d'emplois. Environ cinq millions de travailleurs allant perdre leur emploi seront en mesure de continuer à exercer leur profession dans un autre secteur d'activité. Les [Perspectives pour les transitions énergétiques mondiales](#) de l'IRENA prévoient que le secteur des énergies renouvelables pourrait employer 43 millions de personnes d'ici 2050.

La perturbation des approvisionnements transfrontaliers causée par les restrictions liées à la COVID-19 a mis en évidence le rôle important des chaînes de valeur nationales. Leur renforcement facilitera la création d'emplois et la génération de revenus à l'échelon local, en tirant parti des activités économiques existantes et nouvelles. Les travaux de l'IRENA sur [l'exploitation des chaînes d'approvisionnement locales](#) permettent d'identifier les types d'emplois qui seront nécessaires pour soutenir la transition par technologies, segments de la chaîne de valeur et compétences éducatives et professionnelles.

Pour cela, il sera nécessaire de mettre en œuvre des politiques industrielles en vue de constituer des chaînes d'approvisionnement viables ; des stratégies d'éducation et de formation visant à créer une main-d'œuvre qualifiée ; des mesures actives sur le marché du travail destinées à fournir des services pour l'emploi adéquats ; des mesures de recyclage et de reconversion, ainsi que de protection sociale, pour aider les travailleurs et les communautés qui dépendent des combustibles fossiles ; et des stratégies d'investissement public tendant à soutenir le développement économique régional et la diversification.

[Lire le rapport complet ici](#)

[Histoire numérique ici](#)

###

À propos de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)

L'IRENA, principale agence intergouvernementale pour la transformation énergétique mondiale, accompagne les pays dans leur transition vers un futur propulsé par les énergies renouvelables, et constitue à la fois la plate-forme principale pour la coopération internationale, mais aussi un centre

d'excellence, et un référentiel en matière de politiques, de technologies, de ressources et de connaissances financières au sujet des énergies renouvelables. Comptant 166 membres (165 États ainsi que l'Union européenne) et 18 pays supplémentaires engagés dans le processus d'adhésion, l'IRENA promeut la large adoption et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergies renouvelables dans un objectif de développement durable, d'accès à l'énergie, de sécurité énergétique, de prospérité et de croissance économique à faible émission de carbone.

Nanda Moenandar, responsable de la communication, IRENA, nmoenandar@irena.org ; +971 2 4147101

Suivez l'IRENA sur www.twitter.com/irena et www.facebook.com/irena.org